

## **Enseignement supérieur et Covid-19 : ne permettons pas l'échec de masse !**

***À nos dirigeant.e.s politiques, aux Présidences d'université, aux directions d'établissements.***

La période que nous vivons depuis trois semaines marquera nos livres d'histoire. **Si rien ne change, une page spécifique sera certainement dédiée à l'échec massif dans l'enseignement supérieur.**

**Après trois semaines de confinement écoulées, nous ne savons toujours pas comment vont se dérouler nos examens qui commencent, pour les premiers, dès la semaine prochaine.** Cachées derrière leur sacro-sainte autonomie, chaque université redouble d'inventivité sur le sujet. Certaines envisageraient un système de télésurveillance des étudiant·e·s avec reconnaissance faciale quand d'autres suppriment sans concertation une semaine de vacances, les choix faits par nos établissements sont tous plus inégalitaires les uns que les autres et déconnectés de réelles réflexions pédagogiques.

**Rendons-nous enfin à l'évidence : si le baccalauréat prévu en juin ne peut pas se tenir, les examens prévus entre mi-avril et fin mai le peuvent encore moins.** Outre la durée inconnue du confinement, les étudiant·e·s ne sont plus sur leurs lieux d'études. Les résidences universitaires se sont vidées de moitié suite aux consignes gouvernementales. Beaucoup d'étudiant·e·s étranger·e·s ont été incité·e·s à rentrer dans leur pays de peur d'une fermeture chaotique des frontières. Les examens en présentiel, garantissant des conditions d'examens égalitaires au sein d'une même filière et l'anonymat des copies, ne sont donc pas possibles.

**L'entêtement à vouloir transposer les partiels en présentiel en partiels en ligne télésurveillés et chronométrés amène tout droit à l'échec massif de toute une génération.**

**La tragédie collective que nous vivons touche aussi les étudiant·e·s.** Nous sommes aussi malades, et souvent peu pris·e·s en charge car n'ayant pas l'habitude de prendre soin de notre santé faute de moyens. Nos familles sont tout autant touchées par la maladie. Nous sommes nombreux·ses à être isolé·e·s dans un logement exigu. Nous faisons également face à l'anxiété et au stress du confinement et sommes ainsi bien loin de conditions sanitaires propices à une évaluation classique.

**Nous n'avons pas tou·te·s accès aux outils numériques.** A l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne par exemple, 29,2% des étudiant·e·s n'ont pas accès à un ordinateur personnel avec une connexion internet suffisante<sup>1</sup>. Si certains établissements ont mis en place des aides financières pour l'accès à un ordinateur, elles sont trop peu connues pour réellement répondre à la fracture numérique qui touche les étudiant·e·s.

---

<sup>1</sup> Enquête réalisée par l'UNEF Paris 1 par le biais d'un formulaire sur les réseaux sociaux, réunissant 9371 réponses

**Nous ne sommes pas égaux-ales face au confinement.** Logements insalubres, exigus, environnement familial difficile... Nos situations sont toutes très différentes. Par ailleurs, certain·e·s d'entre nous composent les fameuses premières et deuxième lignes face à l'épidémie et enchaînent les heures supplémentaires. Pire encore, les choix désorganisés des établissements face à la situation ne font que creuser davantage les inégalités dans l'accès au diplôme sur le territoire. **L'urgence et l'inédit exigent une réponse identique pour tou-te-s. Rappelons qu'en master, seuls 8.8% des étudiant·e-s sont enfants d'ouvrier·e-s. Les inégalités sont déjà là, refusons de les aggraver.**

**39% seulement des étudiant·e-s valident leur licence en 3 ou 4 ans. 39%,** alors que pendant un an la Ministre de l'Enseignement Supérieur a martelé ce chiffre partout où elle allait pour justifier ses réformes, chacun·e semble aujourd'hui l'avoir oublié. Contrairement à ce que celle-ci affirmait à l'époque, Parcoursup et la loi "Orientation et Réussite des Etudiants" n'ont rien changé à cela comme l'a démontré récemment la Cour des Comptes. **L'échec est déjà là, ne lui ouvrons pas davantage les portes.**

**Aucun·e étudiant·e ne doit être pénalisé·e par les mesures prises pour la santé de tou-te-s. Aucun·e étudiant·e ne doit rater son semestre faute de matériel informatique, faute de logement décent, faute d'argent tout simplement.**

Ainsi, des devoirs maison, sans télésurveillance et aux délais indicatifs, doivent permettre d'évaluer les étudiant·e-s. La compensation des matières au sein et entre les semestres, la session de rattrapages et la prise en compte de la meilleure des deux notes entre les deux sessions d'évaluation doivent être généralisées sur le territoire pour garantir une réelle seconde chance.

Cependant, cela ne suffit pas à garantir une égalité comparable à celle des examens classiques. **L'unique solution face à l'échec de masse est donc qu'à l'issue de ces devoirs maison, tou-te-s les étudiant·e-s obtiennent *a minima* la note de 10/20 à leur semestre, filet de sécurité assurant une évaluation sans faire échouer toute une génération.**

**N'envoyons pas des milliers d'étudiant·e-s à l'échec sans raison. L'exception appelle l'exception. Ne pas l'entendre c'est condamner, en connaissance de cause, les plus précaires.**

***Pour soutenir cette tribune, celle-ci a été transformée en pétition, vous pouvez la signer [ici \[LIEN\]](#)***

**Mélanie Luce**

Présidente de l'UNEF